

**Commission Agriculture et Ruralités
Les Écologistes**

Petit précis d'argumentaires

~

Le programme agricole des Écologistes pour l'Europe face aux préjugés

Mai 2024

Edito

La colère agricole est l'expression d'un modèle à bout de souffle. En France et en Europe, l'agriculture est en crise. Le nombre de fermes a diminué de 40% dans l'Union européenne entre 2003 et 2020. Les revenus agricoles sont indécents. Le mal-être est répandu dans la profession. Le changement climatique frappe de plein fouet l'agriculture et engendre dès à présent des pertes de rendements. L'usage intensif des pesticides participe à l'effondrement de la biodiversité et met en péril la santé, des paysannes et paysans en premier lieu. Du côté des consommateurs, la précarité alimentaire et ses effets sur la santé touche de plus en plus de personnes.

Les Écologistes et les politiques environnementales ont été montrées du doigt comme responsables de cette crise. Bêtise des paresseux qui se refusent à répondre aux raisons de la crise agricole, ceux-là mêmes qui prônent une poursuite de la trajectoire qui a mené à la colère : illusion d'un avenir technologique, mise en concurrence des agriculteurs, recul des normes environnementales.

L'écologie est, au contraire, la seule voie d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation, la santé, le vivant.

Ce guide est destiné aux personnes qui portent la voix de l'écologie. Basé sur le programme des Écologistes pour les Européennes, il propose de répondre aux préjugés sur la prétendue opposition entre écologie et agriculture.

PASIECZNIK Bénédicte, PETIT-ROULET Robin

Co-responsables commission Agriculture & Ruralités *Les Écologistes*

AGRICULTURE / ÉCOLOGIE

« Les Écologistes sont contre les agriculteurs et agricultrices »

Au contraire, les Écologistes sont les premiers soutiens du monde agricole. Depuis longtemps nous dénonçons la mise en concurrence des agriculteurs par le libre-échange, la désertification des campagnes, la malbouffe, l'artificialisation des sols, le manque de revenus des paysans, les profits déraisonnés de l'agrobusiness et de la grande distribution, l'appropriation du vivant par les firmes semencières.

Les paysannes et les paysans sont les premiers concernés par les conséquences du changement climatique et de l'effondrement de la biodiversité. Lutter pour le climat c'est lutter pour l'agriculture.

Nos engagements au Parlement européen (opposition à une PAC déséquilibrée, opposition au libre-échange pour l'agriculture), au Parlement français (prix plancher pour les produits agricoles, ZAN), dans les collectivités écologistes (protection du foncier, Plans Alimentaires Territoriaux, Paniers Bio, approvisionnement biologique et local des cantines, expérimentations de la sécurité sociale de l'alimentation) témoignent de l'importance donnée par les Écologistes à l'agriculture.

Enfin, Benoit Biteau, Claude Gruffat, Marie Pochon... nombreux sont les écologistes impliqués dans le monde agricole : paysan·ne·s, technicien·ne·s, agronomes...

« Pour les Écologistes, les agriculteurs sont des pollueurs qui n'aiment pas les animaux »

Nous savons que personne n'utilise de pesticides ou élève des animaux en cage par plaisir. Les pollutions et les atteintes à la condition animale sont la conséquence d'un système économique qui pousse à produire toujours plus pour des revenus toujours plus faibles.

Changement climatique, effondrement de la biodiversité, mal-être paysan, revenus indécents, crise des installations...les défis pour l'agriculture sont nombreux. La réponse ne peut être qu'écologique car elle doit permettre de renouer le lien entre agriculture et société. La transition écologique de l'agriculture est aussi une voie vers plus d'autonomie et un meilleur revenu. Les coûts de production explosent avec la dépendance aux fossiles.

De nombreux agriculteurs et agricultrices portent, partout, des exemples d'une agriculture écologique. Leurs expériences sont des sources d'inspiration.

Nos propositions pour les Européennes :

- Transformer la Politique Agricole en une Politique Agricole et Alimentaire Commune pour réunir production et consommation et se doter d'une vraie démocratie alimentaire
- Mettre en place un Fonds de transition agricole permettant d'accompagner les paysans dans leurs investissements pour des pratiques agro-écologiques

« Les Écologistes ne se soucient pas du revenu des agriculteurs »

Au contraire ! Au Parlement français (loi sur les prix planchers) comme à Bruxelles (engagement pour une réforme de la PAC), les Écologistes s'engagent pleinement pour le revenu.

Nos propositions pour les Européennes :

- Mettre en place une PAC qui soutient l'emploi avec des subventions distribuées par unité de main-d'œuvre. Plutôt que de financer l'agrandissement des fermes, la politique agricole commune finance les pratiques agricoles qui créent de l'emploi
- Sortir l'agriculture du libre-échange
- Réguler le marché alimentaire au bénéfice des agriculteurs et des consommateurs : renforcer les capacités de négociation des paysans sur les prix, contenir et redistribuer les marges des transformateurs et de l'agro-industrie, lutter contre la concurrence intra-européenne et favoriser les circuits courts.
- Réintroduire des outils de régulation des prix

« Face à la baisse du nombre d'agriculteurs, il faut plus de robots »

Les outils mécaniques, robotiques, numériques ont un rôle à jouer pour s'adapter au changement climatique et diminuer la pénibilité du travail. Mais les outils doivent rester au service des paysannes et des paysans. La fuite en avant technologique accroît l'endettement des fermes, diminue le revenu agricole, conduit à une standardisation dangereuse des systèmes agricoles en les rendant plus vulnérables aux aléas.

L'agroécologie demande des bras et des connaissances. Pour des campagnes vivantes, une agriculture résiliente en phase avec les écosystèmes, un monde paysan riche, il faut inverser la tendance et installer des paysannes et paysans.

Nos propositions pour les Européennes :

- Favoriser la mise en place de dotations de carrière pour que des collectivités et/ou des collectifs citoyens puisse confier aux personnes qui s'installent des moyens de production (terre, bâtiment...)
- Créer une Dotation Nouvelle Installation (subvention à l'installation agricole) sans critère d'âge pour faciliter toutes les installations

« Les Écologistes ne proposent rien pour l'agriculture des Outre-mer »

Les territoires ultramarins présentent des particularités qui demandent une politique agricole spécifique : insularité (sauf pour la Guyane), faibles surfaces disponibles, marché étroit, importance historique des filières d'exportation (banane, canne à sucre),... La souveraineté alimentaire de ces territoires est très faible. L'alimentation, dont une partie importante est importée, coûte très cher, plus que dans l'Hexagone, alors que les revenus sont plus faibles.

Dans certains de ces territoires, l'utilisation de pesticides dangereux (chlordécone notamment) a conduit à un scandale sanitaire et environnemental.

Nos propositions pour les Européennes :

- Réformer les soutiens publics à l'agriculture pour privilégier les filières destinées au marché local, améliorer la souveraineté alimentaire et développer les filières biologiques
- Reconnaître formellement l'agriculture familiale à petite échelle
- Renforcer le soutien européen à l'agriculture des PTOM en garantissant l'indépendance de gestion des territoires
- Sanctuariser les terres non polluées au chlordécone

ELEVAGE

« Les Écologistes veulent supprimer l'élevage »

Non ! Les Écologistes reconnaissent l'importance de l'élevage pour son rôle économique, sa contribution aux plaisirs de manger, la vitalité des paysages d'élevage, la transition écologique... Nous reconnaissons aussi et respectons toutes les pratiques alimentaires. Toutefois nous écoutons la science et constatons que nous consommons globalement trop de protéines animales pour notre santé. Nous constatons également les effets de l'élevage industriel sur les écosystèmes (concentration des effluents d'élevage qui peut mener à une pollution de l'eau, destruction de forêt pour produire l'alimentation animale, épizooties favorisées par la concentration des animaux...).

Les Écologistes sont pour l'élevage paysan, biologique extensif, respectueux de la condition animale et du travail des éleveurs. Nous sommes pour la transition de l'élevage industriel qui nuit à la condition animale, génère des pollutions, émet des gaz à effets de serre, et ne fournit pas des produits de qualité. Transition de l'élevage et réduction de la consommation de produits animaux sont les deux volets d'une même politique.

Nos propositions pour les Européennes :

- Mettre en place un grand plan de transition de l'élevage, accompagner et financer la restructuration des fermes et des filières
- Soutenir les élevages pastoraux, herbagers et de plein air
- Lutter contre l'élevage intensif et garantir l'amélioration de la condition animale
- Améliorer les conditions d'élevage et de transport des animaux, mettre fin aux pratiques cruelles
- Assurer au consommateur de la transparence sur les conditions d'élevage, de transport et d'abattage via un étiquetage détaillé
- Limiter les souffrances endurées dans les abattoirs, rendre obligatoire l'utilisation de la vidéosurveillance pour lutter contre les mauvaises pratiques, faire évoluer la réglementation sur les abatages dérogatoires sans étourdissement
- Soutenir le maillage territorial des abattoirs de proximité ainsi que l'abattage à la ferme pour rapprocher les différents lieux de vie et d'abattage des animaux d'élevage
- Réduire notre consommation de produits animaux d'au moins 50% d'ici 2050 : soutenir les productions locales, biologiques, extensives et artisanales pour permettre une meilleure qualité, tout en allant vers une diminution de la consommation pour respecter les limites planétaires
- Soutenir les filières de protéines végétales

AGROÉCOLOGIE

« L'agriculture européenne est déjà la plus vertueuse, pas besoin de transition agroécologique »

L'agriculture européenne est très diverse : petites fermes familiales de Roumanie, grandes exploitations céréalières de Pologne, élevages intensifs de porcs des Pays-Bas, production de noisettes d'Italie...et toute la diversité des fermes de chaque pays, dont la France.

La mise en place de règles environnementales et les financements ciblés ont permis de limiter les effets négatifs de l'agriculture mais le chemin est encore long. Des pesticides dangereux pour la santé et l'environnement sont toujours utilisés et polluent les sols, les eaux et l'air. La qualité des sols agricoles est en péril. De plus, le climat change et nous devons nous y adapter. Enfin, les libéraux et les droites ont acté des reculs environnementaux dramatiques, en premier lieu pour l'agriculture.

Nos propositions pour les Européennes :

- Développer de nouvelles filières pour la transition écologique
- Réduire l'utilisation de pesticides d'au moins 50% d'ici 2030 à commencer par les plus dangereux ainsi que des engrais de synthèse

« L'agroécologie ne peut pas nourrir le monde »

C'est faux ! Les études montrent que l'agroécologie peut nourrir la population actuelle et à venir mais, surtout, que c'est le seul modèle permettant de nourrir la population dans le contexte de changement climatique ! L'hypermécialisation des fermes, la dépendance aux intrants et aux marchés mondiaux, le manque de résilience sont des facteurs de risque majeurs pour l'agriculture.

Aujourd'hui, nous produisons plus que ce que nous consommons. Une grande part des personnes en situation d'insécurité sanitaire sont les paysannes et paysans des Suds parce qu'ils subissent les effets du changement climatique et une concurrence forte des agricultures industrialisées. Croire que l'agriculture européenne doit utiliser plus de produits chimiques pour nourrir le monde c'est condamner les paysannes et paysans du Sud à subir notre concurrence.

Les rendements en agriculture biologique sont souvent inférieurs à ceux obtenus grâce aux pesticides et engrais de synthèse. C'est pourquoi nous luttons contre l'artificialisation du sol et la concurrence entre production énergétique et alimentaire (agrocarburants...), et pour la réduction de la consommation abusive de protéines animales.

Nos propositions pour les Européennes :

- Sortir l'agriculture du libre-échange
- Lutter contre le gaspillage alimentaire

« Les Écologistes considèrent que les agriculteurs sont là pour entretenir le paysage des bobos citadins »

Le métier des paysans·nes est, en premier lieu, de produire des aliments de qualité, bons pour la santé et le plaisir des papilles. Cependant, en travaillant avec la nature, les paysannes et les paysans ont construit les paysages et continuent de les modeler.

Certaines pratiques agricoles portent des effets délétères sur les paysages, la santé et l'environnement : utilisation de pesticides, destruction des haies... Nous supportons collectivement une partie de ces dégâts au travers des dépenses de dépollution des eaux ou de la sécurité sociale pour les dégâts sur la santé (2,3 milliards d'euros de dépenses de santé liées à la pollution par les pesticides, en rappelant que les premiers qui souffrent de ces pollutions sont les agriculteurs eux-mêmes). Nous considérons qu'il vaut mieux prévenir que guérir et que nous devons financer collectivement les pratiques agricoles vertueuses qui rendent des services à la nature, aux paysages et à notre santé : agriculture biologique, agroforesterie, maintien des prairies naturelles... Nous soutenons également les pratiques agricoles économes en eau. En parallèle, le principe de pollueur payeur doit être appliqué à tous de façon non discriminatoire et proportionnelle à l'impact.

Nous soutenons enfin, la dépollution des sols et de l'eau.

Nos propositions pour les Européennes :

- Mettre en place des paiements pour services rendus à la nature afin de rémunérer les pratiques agricoles écologiques
- Rétablir l'aide au maintien en agriculture biologique

« Les Écologistes veulent interdire les pesticides alors qu'il n'y a pas d'alternatives »

Faux ! Il existe des alternatives, l'agriculture biologique le prouve tous les jours.

La transition vers une agriculture biologique est compliquée sur le plan technique et agronomique, elle peut logiquement faire peur. Elle peut également être contrainte par un manque de débouché. Mais elle n'est pas impossible ! Nous défendons l'accompagnement technique, scientifique, financier des agriculteurs dans la transition.

De nouvelles maladies ou ravageurs apparaissent avec l'amplification des échanges mondiaux et le changement climatique (frelon à pattes jaunes, drosophile suzukii, FCO, MHE...). Les agriculteurs et agricultrices doivent être

accompagnés pour faire face à ces nouveaux défis sur les plans financiers, techniques et scientifiques. La recherche doit être mobilisée pour développer des réponses écologiques, nécessairement variées pour s'adapter à la diversité des territoires et des fermes. À chaque fois qu'un pesticide est interdit, des alternatives agronomiques sont trouvées. Tant que l'on repousse les interdictions, on repousse la mise en œuvre de ces alternatives.

Nos propositions pour les Européennes :

- Garantir une visibilité des revenus sur trois ans pour les agriculteur·ice·s s'engageant dans la transition de leurs pratiques
- Mettre en place un Fonds de transition agricole permettant d'accompagner les paysans dans leurs investissements pour des pratiques agro-écologiques
- Développer de nouvelles filières pour la transition écologique
- Renforcer les moyens et la coordination dans la lutte contre les espèces invasives et contre la diffusion, via les activités humaines, des pathogènes et ravageurs
- Protéger les paysan·ne·s des nouveaux risques avec l'assurance européenne face aux risques climatiques

CHANGEMENT CLIMATIQUE

« L'innovation et la technologie sont la solution pour s'adapter au changement climatique »

Les outils mécaniques, robotiques, numériques ont un rôle à jouer mais ils sont loin de répondre à tout ! Leur production et utilisation est énergivore et coûteuse pour les paysan-ne-s.

Aussi utiles qu'ils peuvent être ces outils ne font pas pleuvoir, ne restaurent pas les sols dégradés, ne règlent pas seuls les épidémies... Il y a besoin d'agriculteurs et agricultrices formés et accompagnés par la recherche-conseil !

En premier lieu il faut limiter le changement climatique. En parallèle, il faut s'y adapter. La meilleure solution c'est de travailler avec la nature, se baser sur les fonctionnements naturels des écosystèmes et construire une agriculture naturellement résiliente. Pour cela il faut qu'elle soit complexe : diversité de cultures, d'espèces, de variétés, interactions agriculture-élevage, connaissances de l'écosystème...

Nos propositions pour les Européennes :

- Protéger les paysans des nouveaux risques avec l'assurance européenne face aux risques climatiques

« Les OGM sont la solution à la faim dans le monde et à l'adaptation au changement climatique »

Des plantes qui résistent à tout. L'idée est belle mais elle est fautive. Les OGM, anciens comme nouveaux, sont des produits commerciaux. Les entreprises productrices d'OGM cherchent à breveter le vivant pour leur profit. C'est du vol d'un bien commun qui oblige les paysan·ne·s utilisateurs à payer chaque année pour utiliser des OGM. Par ailleurs, la majorité des OGM créés jusqu'à ce jour sont des plantes tolérantes aux herbicides ce qui permet d'augmenter les doses appliquées sans atteindre la culture.

Enfin, jouer avec les gènes c'est prendre le risque de voir se diffuser une mutation dans la nature sans en mesurer les conséquences.

Nos propositions pour les Européennes :

- Interdire les « nouveaux OGM »
- Œuvrer pour des semences libres, biologiques et diversifiées

« Les terres agricoles sont l'avenir de la production d'énergie renouvelable »

Agrocarburants, méthanisation, agrivoltaïsme, photovoltaïque au sol... les projets de production d'énergie sur les terres agricoles se multiplient. Si dans certains cas, productions énergétiques et agricoles peuvent être en synergie, le rôle premier des espaces agricoles et le métier premier des paysan·ne·s sont la production alimentaire. L'indispensable développement des énergies renouvelables ne doit pas concurrencer la souveraineté alimentaire !

L'expansion des projets énergétiques crée une pression sur le foncier agricole et sur la biomasse. Le prix des terres et des matières premières agricoles augmente au détriment des agriculteurs et des installations agricoles. Le développement des énergies renouvelables ne doit pas favoriser la financiarisation de l'agriculture.

Nos propositions pour les Européennes :

- Interdire les biocarburants qui sont en concurrence avec l'alimentation
- Encadrer le développement de la méthanisation
- Encadrer la consommation de biomasse forestière

Nos positions historiques :

- Interdire les centrales photovoltaïques sur espace agricole (hors cas, prouvés, de synergie entre production énergétique et agricole, au bénéfice de cette dernière

NORMES

« Le problème de l'agriculture ce sont les normes environnementales »

Le problème de l'agriculture ce ne sont pas les normes écologiques ! Les paysan·ne·s en sont les premiers témoins : la biodiversité s'effondre et, avec elle, les mécanismes naturels de pollinisation, lutte contre les ravageurs et, tout simplement, une part de la beauté du monde. En parallèle, le scandale sanitaire lié aux pesticides se fait de plus en plus jour : polluants retrouvés dans les eaux, hausse des maladies liées aux pesticides notamment chez les paysan·ne·s, effondrement de la fertilité... Conscientes des effets sur la santé, en 2024, 14 mutuelles de santé appellent à agir contre l'exposition aux pesticides. Il est nécessaire de transformer radicalement notre usage des produits toxiques.

Les normes nous protègent toutes et tous. Ce sont les règles qui nous préservent de la loi du plus fort.

En matière de concurrence économique, le problème ce n'est pas les règles du jeu mais le fait que certains n'ont pas les mêmes règles. La politique de libre-échange conduit à l'entrée, sur le marché européen, de produits traités avec des pesticides interdits ici. Cela doit être combattu car c'est une concurrence déloyale et car il n'est pas acceptable de mettre en danger la santé des

consommateurs ici, des producteurs et de l'environnement là-bas.

Nos propositions pour les Européennes :

- Introduire des mesures-miroirs sur l'ensemble des réglementations sociales et écologiques européennes : on n'importe pas ce que l'on interdit !
- Interdire l'exportation de pesticides dont l'utilisation est interdite dans l'UE
- Abaisser le seuil maximal de substances toxiques autorisées dans les produits de la mer

« La France surtranspose les normes européennes »

Idée souvent entendue à l'occasion de la colère agricole de début 2024, la France prendrait des règles environnementales trop contraignantes par rapport au droit européen. Cela n'est vrai que pour quelques exceptions, en particulier les néonicotinoïdes interdits en France en raison de leurs dégâts majeurs et indiscriminés sur les insectes et l'environnement et dont certaines

molécules sont encore autorisées dans d'autres pays européens. Ce n'est contre personne, au contraire, les normes nous protègent collectivement !

Si on regarde l'ensemble des molécules, la France est un des pires élèves. Début 2024, 285 matières actives étaient autorisées en France, contre 264 en Allemagne ou 148 au Danemark. Seules l'Italie, l'Espagne et la Grèce nous dépassent.

À toutes fins utiles, rappelons que les interdictions de pesticides sont basées sur le fait que les produits sont dangereux pour la santé et l'environnement. La question n'est pas qui en autorise le plus mais comment, collectivement, ne plus les utiliser du tout.

Nos propositions pour les Européennes :

- Harmoniser par le haut les règles environnementales et sanitaires en Europe
- Réformer l'Autorité Européenne de Sécurité des Aliments (EFSA) et les procédures d'évaluation des produits, pour écarter immédiatement les pesticides dangereux

POLITIQUE AGRICOLE COMMUNE

« Il faut supprimer la PAC, elle coûte trop cher et ne profite qu'à l'industrie »

La PAC est le résultat des choix politiques. Créée en 1962 pour améliorer la productivité agricole en Europe et favoriser la mise en marché des produits agricoles, elle a connu plusieurs réformes et intègre désormais quelques critères écologiques. Premier poste financé par les fonds européens (près d'un tiers du budget de l'UE), la PAC est un incroyable outil de financement de l'agriculture. La France est le premier bénéficiaire de la PAC avec près de 9 milliards d'euros par an soit 130 € par an et par citoyen.ne.

L'outil est dérégulé par rapport aux enjeux actuels et à venir. La majorité des fonds ne profite pas à la transition écologique et l'adaptation au changement climatique. La répartition des financements est très inéquitable puisqu'elle est basée sur le nombre d'hectares cultivés. Ainsi, au niveau européen 80% des aides vont à 20% des fermes (52% des financements pour 20% des fermes au niveau français). Les exploitations de petites tailles (maraîchage, viticulture, apiculture...) ne reçoivent aucune aide !

Toutefois, supprimer la PAC c'est se priver d'un outil puissant pour soutenir l'agriculture et financer la transition écologique.

Aujourd'hui, la PAC donne aussi des soutiens supplémentaires à l'agriculture de montagne, plus difficile et moins productive. Sans ce soutien, l'avenir de l'agriculture de ces territoires est compromis.

Enfin, la PAC finance aussi le développement territorial via les programmes LEADER dont la gestion est confiée aux régions et qui sert notamment à la construction d'infrastructures dans les ruralités. Plutôt que de casser l'outil, réformons-le !

Nos propositions pour les Européennes :

- Mettre en place une PAC qui soutient l'emploi avec des subventions distribuées par unité de main-d'œuvre. Plutôt que de financer l'agrandissement des fermes, la politique agricole commune finance les pratiques agricoles qui créent de l'emploi
- Transformer la PAC en PAAC : Politique agricole et alimentaire commune
- Généraliser les plans alimentaires territoriaux et leur mise en réseau via le programme LEADER
- Mettre en place un paiement pour les services rendus à la nature afin de valoriser les pratiques agricoles vertueuses

ALIMENTATION

« L'agriculture biologique c'est une politique de riches »

« Si les consommateurs veulent de l'agriculture biologique, ils n'ont qu'à en acheter »

La certification agriculture biologique est la seule garantie que la production agricole ait été réalisée sans produits chimiques de synthèse. C'est donc une garantie que la production respecte l'environnement et la santé, des producteurs et des consommateurs.

Les produits issus de l'agriculture biologique sont aujourd'hui plus chers. Ils sont aussi moins disponibles en grande distribution.

Il n'est pas acceptable que, parce qu'elles ont moins de revenus, les personnes pauvres ne puissent accéder à une alimentation biologique meilleure pour la santé ! C'est un enjeu de santé publique et d'égalité. Actuellement, le système des "dons alimentaires des invendus" est en réalité une façon de conforter l'industrie agro-alimentaire à surproduire des produits de basse qualité... qui permettront aux entreprises de bénéficier d'une défiscalisation pour ces "dons"... Les pauvres sont ainsi condamnés à se nourrir avec des produits industriels de basse qualité (riches en sucres et en calories, pauvres en fibres, très rarement issus de l'agriculture biologique)

généralisant des épidémies d'obésité dans les quartiers défavorisés.

Nos propositions pour les Européennes :

- Mettre en place une loi cadre sur les systèmes alimentaires durables qui garantira le droit à l'alimentation pour tous·te·s les européen·ne·s et impliquerait l'ensemble des acteurs et actrices des filières agroalimentaires dans la transition
- Renforcer la transparence grâce à un étiquetage ambitieux sur la qualité nutritionnelle et l'impact environnemental des produits
- Mettre en œuvre des sécurités sociales de l'alimentation au sein des États-membres, afin de garantir pour toutes et tous, le droit à une alimentation saine et durable en quantité suffisante
- Généraliser les plans alimentaires territoriaux et leur mise en réseau via le programme LEADER
- Fixer à la restauration collective des objectifs de produits végétaux, bio et locaux
- Diminuer la TVA sur les fruits & légumes et les produits issus de l'agriculture biologique

CAMPAGNES

« Les Écologistes sont contre la chasse »

Faux. Les Écologistes ne sont pas contre la chasse pratiquée en respect de la condition animale. Nous sommes contre les pratiques de chasse les plus cruelles et causant des souffrances inutiles (chasse à la glu, déterrage des blaireaux, chasse à courre...) et pour la protection des espèces en danger. Nous sommes aussi pour un droit à la nature et un partage de l'espace entre chasseurs et non-chasseurs. Il est inacceptable que des personnes soient blessées ou tuées du fait de la chasse. Enfin nous sommes contre l'élevage d'animaux pour la chasse ou l'agrainage.

Nos propositions pour les Européennes :

- Interdire les pratiques de chasse cruelles
- Lutter contre le commerce de produit issu d'espèce en danger et le trafic d'espèces sauvages et exotiques

« Les Écologistes sont contre les campagnes »

Un discours voudrait faire croire que les Écologistes ne se préoccupent que des centres urbains et s'opposent aux ruraux. C'est faux ! Ce discours va souvent de pair avec une vision conservatrice et viriliste des ruralités, déconnectée des vrais enjeux des campagnes : accès aux services publics, aux soins et à la culture, mobilités, pauvreté, emplois, cohabitation... Ces enjeux sont pris à bras le corps par les élus.es écologistes (loi NUPES pour la réouverture des accueils physiques dans les services publics, passage en régie publique des services d'eau, amendements pour une préservation et une amélioration du budget des communes, loi pour un libre accès à la nature, ZAN...).

Nos propositions pour les Européennes :

- Garantir l'accès effectif aux services publics partout et pour tout le monde
- Maintenir des guichets physiques et téléphoniques pour les services publics
- Sortir définitivement les services publics de l'impératif de concurrence

POUR ALLER PLUS LOIN...

www.agriculturepaysanne.org

<https://collectifnourrir.fr>

<https://terredeliens.fr>

<https://solidaritepaysans.org/>

www.fnab.org

<https://agriculture.gouv.fr/les-chiffres-definitifs-et-detailles-du-recensement-agricole-2020>

<https://chambres-agriculture.fr/informations-economiques/>

<https://www.civam.org/>

<https://securite-sociale-alimentation.org/>

<https://fr.boell.org/fr/atlas-des-pesticides>

www.generations-futures.fr

www.bioconsomacteurs.org

**Retrouvez l'ensemble du
programme des Écologistes sur :**
<https://ecologie2024.eu/>

Commission Agriculture et Ruralités

agriculture@eelv.fr

www.agriculture.eelv.fr

www.facebook.com/ComAgriEELV

[@AgricultureEelv](https://www.instagram.com/AgricultureEelv)